



Conseil économique et social

Distr. générale
29 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions relatives au programme et questions
diverses : Institut de recherche des Nations Unies
pour le développement social.**

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à la Commission du développement social à sa cinquante et unième session le rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur les travaux de l'Institut au cours des années 2011 et 2012.

* E/CN.5/2012/L.2.



Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur les travaux de l'Institut durant les années 2011 et 2012

Résumé

Le présent rapport couvre les activités de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social en 2011 et 2012. Il souligne les réalisations programmatiques de cette période, ainsi que la situation institutionnelle et financière actuelle.

La recherche de l'Institut vise à assurer que les problèmes de développement social continuent d'occuper une place importante dans les activités de développement des Nations Unies. Les travaux entrepris durant les années 2011-2012 portent directement sur les grands problèmes qui touchent à l'ensemble du système; tel est le cas du programme de développement durable de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue à Rio de Janeiro (Brésil) et de la formulation d'un programme de développement pour les années au-delà de 2015.

Les travaux de l'Institut concernent également certaines questions récentes et d'actualité de la Commission du développement social, notamment la protection sociale, la réduction de la pauvreté, l'habilitation et l'intégration sociale. En raison de l'attention qu'elle porte aux liens entre les dimensions sociales, économiques et politiques du développement, la recherche de l'Institut s'ajoute à l'action sectorielle des institutions et départements spécialisés du système des Nations Unies.

Les années 2011 et 2012 sur lesquelles porte le présent rapport font partie de la période couverte par le programme de recherche de l'Institut, qui a été établi sur la base d'un processus de consultation auquel ont participé un large éventail de parties prenantes du système des Nations Unies, les États Membres, les universités et la société civile, et qui a été approuvé par le Conseil d'administration de l'Institut.

Le programme de recherche a été élaboré à une époque de crise de l'économie mondiale et répond au besoin d'examiner les causes structurelles et les conséquences sociales de la crise et de définir des options de politique durables et inclusives. La recherche est articulée en programmes qui visent conjointement à répondre à deux questions :

- a) Quelles politiques sociales peuvent-elles contribuer à un développement inclusif et durable face à la crise et à l'incertitude?
- b) Quelles dispositions institutionnelles peuvent-elles favoriser le changement social et améliorer le bien-être des citoyens?

Durant la période 2011-2012 couverte par le présent rapport, l'Institut a continué à produire des travaux de recherche de qualité qui sont amplement utilisés au sein du système des Nations Unies, dans les universités et par la société civile. Il a également poursuivi ses efforts en vue de renforcer les processus institutionnels liés à la conception de projets, à l'établissement de rapports fondés sur les résultats, de communications et de travaux de vulgarisation, ainsi qu'à la mobilisation de ressources.

L'Institut est régulièrement invité à dispenser des conseils et à présenter des rapports ou des exposés aux parties intéressées. Ces activités permettent de diffuser les résultats de travaux de recherche, de partager des connaissances avec les décideurs et autres parties prenantes, et contribuent ainsi à susciter de nouvelles conceptions et une concertation sur les problèmes de développement.

L'Institut est financé entièrement par des contributions volontaires, et ses travaux sont régis par un Conseil d'administration indépendant. Ces conditions lui assurent l'autonomie essentielle à la réalisation de travaux de recherche de qualité sur les questions de politique pertinentes et lui permettent de promouvoir un débat critique sur différentes options de politique générale.

L'Institut est tributaire de l'appui constant des États Membres pour l'exécution de son mandat essentiel et l'exercice de ses fonctions d'appui au système des Nations Unies. À une époque où les crises sociales se font plus aiguës sous l'effet de l'incertitude économique mondiale et de l'austérité, ses travaux de recherche prennent plus d'importance mais ils sont en même temps vulnérables à la réduction des fonds. Cette situation finit par menacer l'autonomie nécessaire à une recherche critique indépendante et de qualité.

L'Institut continuera de travailler en étroite collaboration avec les États Membres et d'autres organisations internationales afin d'assurer la poursuite de travaux de recherche de qualité sur les questions de politique générale pertinentes susceptibles de façonner le débat, de définir des options et d'aider les décideurs et les praticiens dans leurs efforts en vue de trouver des solutions aux problèmes actuels du développement.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Programme de recherche : le développement social dans un monde incertain	6
A. Une politique sociale axée sur un développement inclusif	6
B. Les dimensions sociales d'un développement durable	10
C. Genre et développement	12
D. La pauvreté, l'inégalité et le programme de développement pour l'après-2015	14
III. Communications, diffusion et activités de conseil	16
A. Stratégie de communication et de diffusion	16
B. Séminaires et manifestations	16
C. Activités consultatives	18
IV. Questions institutionnelles	19
A. Gestion et personnel	19
B. Gouvernance et Conseil d'administration	19
C. Mobilisation des ressources	20
D. Examen à mi-parcours	22
E. Plan de changement	22
V. Conclusions	22

I. Introduction

1. Le présent rapport rend compte des activités de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social durant les années 2011 et 2012. Il est présenté à la Commission du développement social conformément aux termes énoncés dans le bulletin ST/SGB/126 du 1^{er} août 1963 du Secrétaire général, qui stipule que le Conseil d'administration de l'Institut a, entre fonctions, de soumettre chaque année à la Commission « un rapport sur l'état d'avancement des travaux de l'Institut ».

2. Depuis cinq décennies, l'Institut est à la pointe des travaux de recherche en vue de veiller à ce que les questions sociales continuent d'occuper une place importante dans les activités de développement des Nations Unies. L'Institut a été créé en 1963 en tant qu'espace autonome au sein du système des Nations Unies pour entreprendre des travaux de recherche sur les politiques pertinentes qui mettent l'accent sur les dimensions sociales du développement souvent négligées par les politiques et les activités générales de développement.

3. L'Institut est financé entièrement par des contributions volontaires et ses travaux sont régis par un Conseil d'administration indépendant. Ces conditions lui confèrent l'autonomie nécessaire pour produire des travaux de recherche de qualité, indépendants des intérêts institutionnels ou politiques, qui soient largement utilisés par les Nations Unies et les décideurs nationaux. Il constitue en outre un espace neutre au sein du système des Nations Unies pour débattre de questions économiques et sociales souvent délicates ou litigieuses.

4. Par ses travaux de recherche, l'Institut cherche à promouvoir un débat critique et à proposer des options de politique générale qui puissent répondre aux problèmes de développement qui préoccupent le système des Nations Unies et ses États membres. Il contribue ainsi à la poursuite des objectifs plus larges de réduction de la pauvreté et des inégalités, de promotion du bien-être et des droits et de création de sociétés plus démocratiques, plus justes et pacifiques.

5. L'Institut travaille avec un vaste réseau mondial de partenaires issus des milieux universitaires, des institutions des Nations Unies, des gouvernements et de la société civile, qui collaborent à ses travaux de recherche et utilisent ses résultats pour orienter les politiques. Ces partenariats sont particulièrement précieux pour les chercheurs du Sud auxquels l'Institut offre une tribune où présenter aux instances internationales leurs propres résultats de recherche et leurs préoccupations quant au choix de politiques.

6. Durant les années 2011-2012 couvertes par le présent rapport, l'Institut a continué à renforcer ses processus institutionnels liés à la conception de projets et à la présentation de rapports fondés sur les résultats, à ses communications et à ses activités de vulgarisation, ainsi qu'à la mobilisation de ressources. À une époque où les crises sociales se font plus aiguës du fait de l'incertitude économique mondiale et de l'austérité, les travaux de recherche de l'Institut sont plus nécessaires, mais aussi vulnérables à la réduction de son financement. L'Institut reste tributaire de l'appui durable des États membres pour la poursuite de son mandat essentiel et de son rôle de soutien au système des Nations Unies et aux États membres.

II. Programme de recherche : le développement social dans un monde incertain

7. L'Institut suit un programme quinquennal de recherche défini à l'issue d'un processus de consultation auquel participe un large éventail de parties prenantes du système des Nations Unies, de l'université et de la société civile et approuvé par son Conseil d'administration. Un plan de travail est établi chaque année en fonction de considérations de priorité et de thèmes du système des Nations Unies, du Conseil économique et social et de la Commission du développement social. Les projets sont mis en œuvre sous réserve de financement.

8. La période couverte par le présent rapport s'inscrit dans le cadre du programme de recherche 2010-2014. Ce programme a été conçu en une période de crise de l'économie mondiale qui rendait d'autant plus urgente l'identification de solutions face aux causes et aux conséquences sociales de la crise – qu'elle soit financière, alimentaire ou climatique.

9. Ce programme s'articule autour de deux questions clefs :

a) Quelles sont les mesures sociales qui peuvent contribuer à un développement inclusif et durable face à la crise et à l'incertitude?

b) Quelles sont les dispositions institutionnelles qui peuvent favoriser un changement social positif et engendrer des progrès sociaux pour les citoyens?

10. L'Institut suit une approche particulière de la recherche et du développement social. Il entreprend des études comparatives et pluridisciplinaires sur plusieurs pays qui mettent l'accent sur les liens entre les dimensions sociales, économiques et politiques du développement et sur la nature des systèmes et des processus qui exposent certains groupes à la vulnérabilité et perpétuent la pauvreté et l'inégalité. Il complète ainsi plus qu'il ne répète l'approche sectoriel ou de groupe des institutions et des départements spécialisés du système des Nations Unies.

11. Les activités entreprises en 2011 et 2012, qui sont examinées ci-dessous, se rapportent directement aux préoccupations de l'ensemble du système, y compris au programme de développement durable de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et à la formulation d'un programme de développement pour la période au-delà de 2015. Les travaux de recherche de l'Institut conservent en outre leur pertinence en regard des préoccupations récentes et actuelles de la Commission du développement social, y compris de la protection sociale, de la réduction de la pauvreté, de l'habilitation et de l'intégration sociale.

A. Une politique sociale axée sur un développement inclusif

12. Au cours des années 2011 et 2012, les travaux de l'Institut ont porté sur une analyse plus approfondie d'orientations, d'une politique et d'institutions propres à favoriser un développement inclusif. Certaines de ses grandes activités sont décrites ci-dessous.

1. Vers une sécurité sociale pour tous dans les économies émergentes

13. Lancé en 2012, ce projet examine l'action menée par certains pays – l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Équateur, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie.

la Thaïlande et le Venezuela (la République bolivarienne du) – pour tendre vers la sécurité sociale pour tous, notamment par des programmes de santé et d'appui aux revenus. La recherche vise à promouvoir une meilleure compréhension des facteurs sociaux, politiques, économiques et institutionnels qui contribuent à l'extension de la sécurité sociale à l'âge néolibéral. Elle examine également les obstacles qui empêchent cette extension.

14. Ce projet s'inspirera des enseignements qui pourraient s'appliquer aux pays à faible revenu, tout en accordant assez d'attention au contexte local et aux fondements historiques des institutions locales. L'analyse et les conclusions intérimaires de la recherche contribueront de façon déterminante à façonner l'ordre du jour de la Deuxième Conférence mondiale sur le développement de systèmes universels de sécurité sociale convoquée par le gouvernement du Brésil et ses partenaires de la société civile pour septembre 2014.

2. Le développement économique et social de la République de Corée

15. En 2011 et 2012, l'Institut a collaboré avec l'Agence coréenne de coopération sociale [Korea International Cooperation Agency (KOICA)] sur un projet commun de recherche afin de réexaminer l'expérience du développement de la République de Corée du point de vue du développement social.

16. Les conclusions de cette recherche remettent en question certaines des conceptions courantes du développement, y compris le principe « croissance d'abord, redistribution ensuite » de la politique sociale; l'idéologie de la suprématie fondamentale du marché et du rôle minime de l'État; et la définition et l'évaluation de « bonnes » institutions axées sur leur aptitude à renforcer le fonctionnement des marchés. Comme nombre de ces conceptions continuent d'avoir leurs adeptes malgré de piètres résultats, l'expérience de la Corée pourrait éclairer les donateurs comme les bénéficiaires de l'aide.

17. Un document de politique générale a été rédigé conjointement avec la KOICA. Les résultats de la recherche ont servi de base aux préparatifs du gouvernement de la République de Corée pour le Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide tenu à Busan en novembre 2011, et ont été présentés aux Cinquième et Sixième Conférences internationales sur l'aide publique au développement tenues à Séoul en 2011 et 2012.

3. Migration et santé en Chine

18. Lancé en 2011-2012 en collaboration avec le Centre pour la politique de santé des migrants de l'Université Sun Yat-sen à Guangzhou (Chine), ce projet offre la première évaluation détaillée des problèmes de santé liés aux migrations internes en Chine. La mobilité de la population à l'échelle chinoise a de lourdes répercussions sur la santé et les systèmes de soin de santé : elle influe sur la transmission et le poids de la morbidité; et elle détermine l'accès aux soins de santé et aux autres programmes sociaux. Jusqu'ici, les liens entre la santé et la migration en Chine ont été largement négligés par les chercheurs et par conséquent, ils n'ont pas été suffisamment pris en compte dans la conception des politiques. Une recherche pluridisciplinaire à laquelle participeront des épidémiologistes, des spécialistes des sciences sociales et des experts en santé publique et en politique sociale permettra de produire la première analyse approfondie de cette question. Les travaux de recherche entrepris ont été présentés aux décideurs lors d'un atelier à Guangzhou en

juillet 2012, à la Conférence internationale sur la réforme des systèmes de santé en Asie tenue à Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine) en décembre 2011, et au Deuxième Symposium mondial sur la recherche sur les systèmes de santé à Beijing en novembre 2012.

4. La santé dans tous les domaines de la politique des pouvoirs publics

19. Pour que les populations vivent en bonne santé, il est essentiel de faire en sorte que la santé soit un objectif commun à tous les secteurs de la politique des pouvoirs publics, y compris à l'éducation, à la santé, aux transports et à l'environnement, ainsi qu'à la politique économique et sociale. L'Institut a collaboré en 2011 et 2012 avec le Ministère finlandais des affaires sociales et de la santé, l'Institut national finlandais de la santé et du bien-être et l'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé, à la publication d'un rapport intitulé *Health in All Policies : Policy Decisions and Implementation* (La santé dans toutes les grandes orientations : les décisions de politique générale et leur mise en œuvre). Visant les décideurs nationaux de tous les pays, ce volume réunit d'éminents experts du monde entier qui recherchent des moyens de promouvoir la santé et l'équité en matière de santé en intégrant « la santé dans toutes les politiques ». Il examine et évalue les marques d'approches intersectorielles de la santé dans différents contextes inspirées des bonnes pratiques et des leçons pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques. Ce volume paraîtra avant la Huitième Conférence mondiale sur la promotion de la santé qui doit se tenir en juin 2013 sur convocation de l'Organisation mondiale de la santé, de concert avec le gouvernement de la Finlande.

5. Gestion régionale de la migration et protection des droits sociopolitiques

20. S'inscrivant dans le contexte de l'intégration économique régionale, de la restructuration du marché de travail et de l'émergence de normes internationales applicables aux droits du travail en tant que droits de l'homme, cette recherche nous éclaire sur les rôles des multiples acteurs, parmi lesquels les gouvernements, les organisations régionales et internationales et la société civile, dans la gestion des migrations de main d'œuvre entre pays en développement. Les considérations normatives sous-jacentes ont trait à la protection juridique et sociale des migrants et de leurs familles et de la participation politique, sociale et économique des migrants dans leurs pays d'origine et leurs pays hôtes. Parmi les activités organisées figurent une conférence internationale en collaboration avec l'Institut de l'Université des Nations Unies sur les études comparatives d'intégration régionale (UNU-CRIS) et l'Université de Freiburg (Allemagne) et un forum de politique des pouvoirs publics en collaboration avec la Fondation Friedrich Ebert et l'Institut de hautes études internationales et du développement, qui doit se tenir à Genève en janvier 2013. Ce projet marque la continuation de précédents travaux de recherche de l'Institut sur la migration Sud-Sud et la politique sociale.

6. Le financement du développement social dans les pays riches en ressources naturelles

21. Ce projet, qui s'est achevé par le lancement des dernières publications universitaires et de politique générale de 2012, a porté sur une analyse systématique du rapport entre les ressources minérales et les recettes, le développement social et les décisions de politique sociale dans les pays en développement. Des études

thématiques ont été consacrées à certaines questions clés concernant le développement, la politique économique et sociale et le changement institutionnel dans les pays riches en ressources minérales; des études de cas ont été effectuées au Botswana, au Chili, en Indonésie, au Nigeria et en Norvège.

22. La recherche remet en cause la conception déterministe des écrits sur la malédiction des richesses naturelles sans nier toutefois les difficultés de politique générale liées au développement tiré par ces richesses. Les conclusions montrent que les pays riches en ressources minérales et affichant de bons résultats en matière de développement social encouragent l'investissement productif et la diversification tout en protégeant la stabilité macroéconomique; se caractérisent par un solide rôle de l'État et la capacité de négocier et de réunir un consensus; et investissent dans des politiques sociales.

23. Ce projet, qui s'inscrivait dans le cadre d'une recherche plus large sur la question de savoir comment les pays en développement peuvent mobiliser des ressources pour le développement social et les politiques sociales, vise à contribuer à une analyse intégrée des aspects économiques et sociaux du développement. L'Institut poursuit ses recherches dans ce domaine avec un nouveau projet sur les considérations politiques de la mobilisation des ressources nationales pour le développement social.

7. Considérations politiques de la mobilisation des ressources nationales pour le développement social

24. Partout dans le monde, les pays connaissent une baisse du revenu national, de l'investissement et de l'emploi; une détérioration de leur budget et de leur balance des paiements; un accroissement de la dette et le désarroi du secteur financier. Bien que cela puisse paraître inquiétant pour l'augmentation des investissements sociaux, la situation actuelle a ravivé l'intérêt des décideurs pour les questions de financement et d'espace budgétaire et suscité un intérêt croissant pour les politiques de revenus et les ressources potentielles pour le développement social. Il est de plus en plus clair que les pays en développement ne peuvent compter uniquement sur l'aide pour transformer leur économie et pourvoir aux besoins de leurs citoyens : ils vont devoir redoubler d'efforts pour mobiliser leurs ressources intérieures.

25. Ce nouveau travail de recherche, lancé en 2011, examine les processus et les mécanismes qui lient les considérations politiques liées à la mobilisation des ressources aux exigences de services sociaux; les changements dans les relations entre État et citoyens et entre donateurs et bénéficiaires en ce qui concerne la mobilisation et l'affectation des ressources; et des réformes de la gouvernance propres à assurer des rendements durables aux revenus et de meilleures prestations de services.

26. Ce projet vise à alimenter le débat mondial sur les moyens de combler les déficits de financement afin d'atteindre les principaux objectifs mondiaux du développement et des programmes sociaux dans les pays pauvres; de renforcer la responsabilité nationale à l'égard des programmes de développement et de l'espace de la politique générale; d'améliorer la compréhension de la politique des revenus et de dépenses sociales moins coûteuses; et de renforcer la responsabilité effective des gouvernements envers leurs citoyens.

8. Protection sociale des personnes âgées

27. D'autres travaux de recherche ont porté sur les personnes âgées, groupe de plus en plus important ne disposant que d'un accès limité à la protection sociale. Un nouveau volume à paraître sur les pensions a été renforcé par trois nouvelles études sur la réforme des pensions en Argentine, en Bolivie, au Chili et en Chine. Par ailleurs, une étude sur l'économie politique des pensions sociales en Asie a été effectuée pour un volume publié en 2012 par la Banque asiatique de développement.

9. Nouvelles orientations de la politique sociale : diverses options pour le Sud

28. En 2012, l'Institut a conçu un nouveau programme de recherche qui regroupera les projets en cours sur la politique sociale et le développement inclusif et entrepris de mobiliser des fonds pour ce projet.

29. À une époque où les systèmes sociaux des économies les plus avancées sont menacés par l'austérité, une évolution remarquable se déroule dans certaines économies émergentes et en développement dans la nature et la portée de politiques destinées à produire des résultats sociaux meilleurs et plus équitables. Va-t-on assister à l'apparition de nouveaux « régimes sociaux » mieux adaptés aux défis des économies en développement à l'âge du néolibéralisme et de la mondialisation, notamment à de hauts niveaux d'économie parallèle et d'inégalité?

30. La recherche vise à déterminer si nous assistons à l'apparition de nouvelles approches ou politiques viables susceptibles d'aider les pays à faible revenu à définir et à poursuivre des parcours de développement socialement équitables; à offrir de meilleurs cadres et outils analytiques et méthodologiques pour comprendre l'évolution des politiques sociales dans les économies émergentes et mesurer leur impact; et à fournir des indications de nature à faciliter la définition de nouvelles priorités mondiales pour le développement au-delà de 2015.

B. Les dimensions sociales d'un développement durable

31. Les instances internationales du développement en sont venues à accepter l'idée que la durabilité exigera de profondes transformations des modèles d'investissement, de technologie, de production, de consommation et de gouvernance. La persistance de la pauvreté et les inégalités croissantes nous rappellent sans complaisance qu'il reste encore beaucoup à faire pour assurer un développement social durable et équitable. Les dimensions sociales – le troisième pilier d'un développement durable – sont souvent marginalisées, comme le sont les questions sur la façon dont différentes approches agissent sur différents groupes sociaux dont les valeurs, les priorités et les intérêts façonnent les concepts et les politiques; et sur différentes visions et conceptions d'une réalisation complète d'objectifs sociaux, environnementaux et économiques. Pendant la période couverte par le présent rapport, l'Institut a renforcé son action dans ce domaine.

1. Les dimensions sociales d'une économie verte

32. La focalisation sur l'économie verte au lendemain de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable a inspiré à de nombreuses parties prenantes la crainte que le troisième pilier du développement durable – la dimension sociale – ne retienne pas suffisamment l'attention. Au début de 2011, l'Institut a

entrepris une étude des dimensions sociales de l'économie verte et du développement durable, qu'il a placées plus au centre de l'analyse et du débat de politique générale. Ses conclusions illustrent les façons dont les changements économiques, technologiques et institutionnels qui servent de base à de nombreuses stratégies actuelles de l'économie verte courent le risque de renforcer l'insécurité et les inégalités humaines.

33. Ce programme prévoyait une conférence internationale sur l'économie verte et le développement durable : retour de la dimension sociale, à Genève en octobre 2011. Cette conférence a réuni les chercheurs et 250 hauts responsables des Nations Unies, des fonctionnaires gouvernementaux, des représentants de la société civile et des activistes, et a débouché sur plusieurs publications académiques, une note de politique générale, des enregistrements vidéo, des mémorandums et des podcasts.

34. Les conclusions de cette étude ont servi de base à plusieurs actions des Nations Unies, y compris à une soumission officielle au document de synthèse de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, à des contributions au secteur social du Comité exécutif des affaires économiques et sociales, au Comité de haut niveau sur le Groupe de travail des programmes sur le changement climatique, à l'Équipe spéciale sur les dimensions sociales du changement climatique, au groupe de gestion des problèmes de l'économie verte, sous l'égide du groupe de gestion de l'environnement du système des Nations Unies, et au Groupe d'experts de haut niveau du Secrétaire général sur la viabilité mondiale. L'Institut a organisé un certain nombre de manifestations au site officiel et au sommet des peuples durant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

35. Les travaux de recherche prévus pour la période 2013-2014 porteront sur la nature des interventions de politique générale dans les domaines social et environnemental et pourraient traiter des conséquences sociales du changement climatique tout en encourageant les transformations essentielles à un développement durable.

2. Économie axée sur les considérations sociales et la solidarité

36. Les crises mondiales multiples (alimentaire, financière/économique, énergétique/climatique) et les préoccupations croissantes à l'égard des conséquences sociales, environnementales et pour le développement d'un développement tiré par le marché et les entreprises ont ravivé l'intérêt pour « d'autres » schémas de production et de consommation et d'autres formes d'organisation des activités des entreprises. L'économie axée sur les considérations sociales et la solidarité désigne des formes de production et d'échanges qui visent à répondre aux besoins de l'humanité, à renforcer la résistance et à développer les capacités humaines par le biais de relations sociales fondées sur divers degrés de coopération, d'association et de solidarité.

37. En septembre 2012, l'Institut a lancé une nouvelle enquête afin de chercher à comprendre les conditions et les contextes qui permettraient à une économie axée sur les considérations sociales et la solidarité de s'étendre; d'évaluer les répercussions de tels processus et leurs interactions avec les acteurs et institutions externes en vue de promouvoir une économie axée sur les considérations sociales et la solidarité en tant qu'approche différente du développement; et de donner plus de visibilité à une économie axée sur les considérations sociales et la solidarité dans les débats de politique générale des Nations Unies, et de sensibiliser les décideurs aux

principales conclusions et recommandations des chercheurs du monde entier sur le potentiel et les limites d'une telle économie, le rôle qu'elle pourrait jouer face aux problèmes actuels du développement et la place qu'elle pourrait occuper dans un programme de développement pour la période au-delà de 2015. Une conférence internationale est envisagée pour mai 2013.

3. Comment faire en sorte que les marchés fonctionnent pour les pauvres?

38. En 2011, l'Institut a poursuivi son partenariat avec un consortium d'organisations, parmi lesquelles l'Institut international pour l'environnement et le développement et Hivos, par une série de manifestations sur les moyens de faire en sorte que les marchés fonctionnent pour les petits agriculteurs. Ces rencontres ont réuni des décideurs, des universitaires et des praticiens pour examiner si diverses politiques tiennent effectivement leurs promesses.

39. Les conclusions de ces manifestations ont montré que pour réduire durablement la pauvreté, il faut beaucoup plus que de donner à ces agriculteurs les moyens économiques d'accéder au marché. Les petits exploitants, leurs familles et leurs communautés ont besoin de pouvoir accéder à l'éducation, aux services de santé, à l'infrastructure et aux possibilités d'emploi hors de leurs exploitations. Il faut aussi que les relations sociales se transforment par la reconfiguration des pouvoirs et de l'action collective; autrement dit, il faut leur donner des pouvoirs politiques.

4. Les acteurs non étatiques et la réglementation de l'activité commerciale

40. Ce projet, qui a débouché sur le lancement et la diffusion de la publication finale en 2012, a permis d'évaluer les réalisations et les limites des nouvelles formes de gouvernance où les acteurs non étatiques jouent un rôle central dans l'établissement des normes et les autres réglementations visant à améliorer le contexte social, environnemental et les droits de l'homme dans l'activité commerciale. L'Institut a examiné ces approches réglementaires du bien-être, de l'habilitation et de la durabilité du point de vue des pays en développement et autres groupes subalternes.

41. Ses conclusions ont révélé quelques réalisations, y compris la disparition de certaines des lacunes réglementaires qui étaient apparues avec la mondialisation, une plus grande sensibilité aux conséquences sociales et environnementales de l'activité commerciale et à ses répercussions dans le domaine des droits de l'homme, et l'émergence de coalitions en faveur du progrès. Elles ont également permis de cerner les difficultés réglementaires et politiques et les problèmes de développement auxquels il faut faire face si l'on veut que les acteurs non étatiques réglementent efficacement l'activité commerciale du point de vue de l'équité et pour favoriser un développement durable. Elles ont également posé certaines questions fondamentales sur le point de savoir « en faveur de qui promouvoir le développement » et si ces types de réglementation peuvent véritablement transformer l'activité courante, et sur la participation du Sud

C. Genre et développement

42. Les travaux de recherche de l'Institut sur le genre et le développement traitent des considérations de parité entre les genres et de leur impact sur les politiques et

processus économiques et sociaux, y compris des impacts de la mondialisation, de la libéralisation et de la crise sur les femmes, des relations entre les genres et des motivations politiques qui sous-tendent la formulation des nouvelles règles et du rôle des mouvements féminins dans ce domaine.

1. La mondialisation, les marchés du travail et la politique sociale : leur influence sur les considérations de genre

43. Cette recherche sur les liens entre les politiques macroéconomiques, telles que la libéralisation financière, la maîtrise de l'inflation et la libéralisation des échanges, ainsi que sur les réformes du secteur public d'une part, et leur impact sur la parité hommes-femmes d'autre part, a permis d'approfondir l'examen de questions qui sont encore négligées dans le débat actuel sur cette parité et l'habilitation.

44. Les résultats de cette recherche montrent que les politiques liées à la mondialisation n'ont guère contribué à créer assez d'emplois d'une qualité acceptable. Bien que la mondialisation ait permis de réduire l'écart entre les taux de participation des hommes et des femmes au marché du travail, cela a coïncidé avec l'accroissement des formes de travail non structurées et non protégées, en particulier pour les femmes. Par ailleurs, la division du travail de reproduction dans le secteur privé ne s'est pas modifiée en faveur des femmes, malgré leur participation accrue à la main d'œuvre.

45. Un ensemble de mesures et de pratiques peuvent améliorer la situation des femmes sur le marché du travail. Certains programmes d'assurance sociale pourraient être conçus et financés de manière à assurer l'accès et l'inclusion des femmes. Les mesures tendant à renforcer la réglementation du marché du travail et les prestations sociales créer une situation plus équitable pour les femmes. Certains programmes d'assistance sociale, tels que transferts monétaires, sont également utiles, mais ils doivent être conçus comme élément d'un ensemble plus large de mesures sociales visant également la redistribution et la reproduction sociale ou l'économie sociale.

46. Les conclusions de cette recherche ont alimenté les commentaires et les critiques amplement publiés des chercheurs de l'Institut sur les approches courantes de l'égalité entre les genres et de l'habilitation des femmes, tels que ceux présentés dans le Rapport sur le développement dans le monde 2012 : égalité des genres et développement.

2. Comprendre le changement de politique en faveur de l'égalité des genres

47. Il importe de mieux comprendre quand et pourquoi différentes questions de genre sont choisies par les décideurs aux niveaux national et mondial tandis que d'autres ne le sont pas, et si des structures et des procédures sont mises en place pour faire en sorte que les politiques débouchent sur des progrès significatifs dans la vie des femmes. Cela est particulièrement important du fait de la formulation d'un nouveau programme de développement pour la période au-delà de 2015, si l'on veut que ce programme engendre des progrès réels en ce qui concerne les droits de la femme et l'égalité des genres.

48. Ce travail de recherche de l'Institut vise à étudier comment se manifeste toute réforme qui renforce les droits des femmes et à identifier les facteurs et les conditions qui permettent aux acteurs non étatiques de contribuer efficacement au

changement de politiques. Il examine également la façon dont les forces transnationales contribuent à façonner les processus de plaidoyer et de changement au niveau national.

49. La première phase du projet, en 2012, a porté sur l'étude de ces questions dans trois pays d'Asie (la Chine, l'Inde et l'Indonésie) à travers l'examen des intérêts des femmes et des organisations féminines vis-à-vis des questions de la violence à l'égard des femmes et des droits génésiques. Ces travaux se poursuivront durant la période 2013-2014 avec la recherche menée par le projet sur les organisations féminines en Asie et le programme pour la période au-delà de 2015, et des fonds sont sollicités afin d'étendre ce projet à l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne.

3. Genre, agriculture et sécurité alimentaire

50. Les « multiples crises » mondiales ont accéléré la remise en question du modèle de développement néolibéral et renouvelé les appels à la réévaluation du rôle de l'État à l'appui de la production agricole et du renforcement de la sécurité alimentaire. Pour redéfinir l'agriculture après le néolibéralisme, il importe de rechercher des possibilités d'investissements lucratifs pour le secteur privé et d'accélérer le passage aux biocarburants pour répondre aux besoins en énergie et préserver la sécurité de l'environnement.

51. On note également l'apparition d'un consensus en faveur de la reconnaissance du rôle crucial des femmes en tant qu'agriculteurs et que producteurs d'aliments pour combattre la faim, la pauvreté et le chômage. On n'analyse pas d'assez près le chevauchement des dimensions « matérielles » des systèmes agraires – production, reproduction et consommation – et des dimensions « sociales » – relations sociales, droits à prestations et institution/identité.

52. L'Institut et l'Institut des hautes études internationales et du développement ont organisé un atelier international exploratoire en juillet 2012 auquel ont participé des chercheurs venus d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe, qui avait pour but d'évaluer les déficits de connaissances et de définir les domaines où la recherche est nécessaire pour mieux comprendre le paysage réglementaire en rapide évolution et les transformations des rapports de force entre hommes et femmes dans les zones rurales.

53. Cet atelier a contribué à l'élaboration d'une proposition de recherche conjointe qui sera présentée en vue de son financement en 2013.

D. La pauvreté, l'inégalité et le programme de développement pour l'après-2015

54. En 2011 et 2012, les travaux de l'Institut ont continué à s'appuyer sur les principales conclusions du rapport phare de 2010 intitulé : *Combattre la pauvreté et l'inégalité : changement structurel, politique sociale et conditions politiques*. Les conclusions de ce rapport, présentées à la Commission du développement social lors de sa quarante-neuvième session, continuent d'attirer l'attention des milieux universitaires, politiques et des centres de plaidoyer, et sont particulièrement utiles pour les débats sur le programme pour l'après-2015.

55. Ce rapport soulignait le lien entre trois facteurs clefs qu'il jugeait essentiel à une réduction durable de la pauvreté : une croissance axée sur l'emploi et un changement structurel de nature à améliorer les revenus; des politiques sociales exhaustives fondées sur les droits universels; et des dispositions politiques propres à assurer la réponse des États aux besoins des citoyens et à conférer aux pauvres une influence sur la façon dont sont conçues les politiques. Mais surtout, sa concentration sur l'inégalité en tant qu'obstacle majeur à la réduction de la pauvreté est de plus en plus justifiée par les informations émanant d'autres sources et est devenu un élément central des débats sur le programme de développement à venir.

56. Ce rapport a continué à susciter de fréquentes demandes de conférences et de débats : en 2011-2012, il y a eu notamment le Sommet mondial sur la pauvreté, tenu en Afrique du Sud, le Comité intergouvernemental d'experts du Bureau Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique, la treizième assemblée générale du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique au Maroc, ainsi que des rencontres d'universitaires en Autriche, en Finlande, au Mexique, en Norvège, aux Philippines, en République populaire de Chine, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et en Sierra Leone.

57. Parmi les autres activités de suivi pendant la période couverte par le présent rapport figure un forum sur la politique des pouvoirs publics, tenu en collaboration avec l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève en octobre 2011, auquel d'éminents universitaires ont présenté leurs contributions à une section spéciale de débat du *European Journal of Development Research* sur les conditions politiques de l'inégalité.

58. Les conclusions de ce rapport ont été citées abondamment dans des documents des Nations Unies, y compris dans des rapports du Secrétaire général sur l'élimination de la pauvreté (E/CN.5/2012/3) et sur l'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (A/66/126) et dans des publications du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations Unies et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

1. Emploi axé sur la réduction de la pauvreté et la politique sociale dans les régions rurales de la République-Unie de Tanzanie

59. Les conclusions du rapport phare ont également suscité une demande de collaboration de la Division du genre, de l'équité et de l'emploi rural de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'application du cadre d'analyse au cas particulier de la République-Unie de Tanzanie. De concert avec Policy Research for Development (REPOA), (Tanzanie), un cadre analytique a été conçu pour examiner les liens entre l'emploi rural, les revenus ruraux et la protection sociale de divers groupes du secteur rural, qui pourrait servir de base à l'élaboration des programmes de la FAO et d'autres institutions dans ce secteur.

III. Communications, diffusion et activités de conseil

A. Stratégie de communication et de diffusion

60. L'Institut tient à ce que sa recherche touche un large éventail d'acteurs de la communauté mondiale et que ses conclusions servent de base à l'élaboration des politiques intergouvernementales et nationales, à la mobilisation de la société civile et aux débats des universitaires.

61. En 2011 et 2012, l'Institut s'est employé à accroître la visibilité et l'impact de ses travaux. Son Conseil d'administration a adopté une nouvelle stratégie de communication. Au cours de ces années, l'Institut a :

- a) Actualisé et reprecisé son empreinte et son identité;
- b) Accentué son utilisation des outils de communication numérique (podcasts et vidéos), et augmenté son utilisation des médias sociaux (y compris de Facebook et Twitter);
- c) Amélioré son site Web en y ajoutant de nouvelles fonctions et le rendant plus fonctionnel;
- d) Développé ses rapports avec les parties prenantes par le biais de forums virtuels et face à face;
- e) Organisé une série de séminaire afin d'offrir une tribune pour un débat critique sur les questions actuelles de développement social;
- f) Produit 10 éditions de son e-bulletin pour la présentation des résultats de ses travaux de recherche et d'autres informations à un vaste public.

62. L'Institut a continué de réaliser des documents de haut niveau. En 2011 et 2012, il a présenté 17 documents de recherche et 6 documents de politique générale, publié 18 volumes et ouvrages; 5 éditions spéciales de journaux et 39 articles de presse revus par des pairs.

63. Dans le domaine des médias numériques, l'Institut a réalisé 13 vidéos, y compris une série de 6 courts métrages sur les dimensions sociales de l'économie verte pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (sortis également en DVD); et 31 podcasts. Il existe également une vidéothèque de ses publications de 2010-2011.

B. Séminaires et manifestations

64. En 2011, l'Institut a lancé une série de séminaires pour la présentation de ses travaux de recherche et pour l'ouverture d'un dialogue entre fonctionnaires des Nations Unies et universitaires sur les questions actuelles de développement social. Des enregistrements audio de ces séminaires peuvent être consultés sur son site Web. Ces séminaires ont porté sur les thèmes suivants :

- a) Les revenus des ressources minérales et le financement de la politique sociale : défis et opportunités (décembre 2012); Orateurs : Katja Hujo (L'Institut), Samuel Asfaha (Centre international de formation de l'OIT) et Alfredo Calcagno (CNUCED);

b) Vers une politique d'équité hommes-femmes : Actifs, Institution et Structures de gouvernance (14 novembre 2012); Orateur : Nitya Rao (School of International Development, University of East Anglia);

c) Comment rattraper la « Révolution tranquille »? Politiques travail-famille en Amérique latine; Orateurs : Juliana Martinez Franzoni (Institut de recherche sociale, Université du Costa Rica) et Marike Blofield (Université de Miami);

d) Les multiples crises mondiales et la problématique hommes-femmes : Réflexion sur les différentes voies vers le développement (25 juin 2012); Orateurs : Devaki Jain, Naoko Otake (OIT) et Mariama Williams (South Center);

e) Célébration de la Journée internationale de la femme : « Messieurs, où sont les femmes? » L'agriculture suisse vue dans une optique de genre (12 mars 2012); Orateur : Fenneke Reysoo (Institut de hautes études internationales et du développement, Genève);

f) Le travail rémunéré et les responsabilités en matière de soins non rémunérés des femmes chinoises pendant la transition économique (29 novembre 2011); Orateur : Xiao-Yuan Dong (Université de Winnipeg);

g) La précarité : la nouvelle classe en danger (26 septembre 2011); Orateur : Guy Standing (Professeur de sécurité économique, Université de Bath);

h) Déplacement de la richesse : possibilité de renforcer la cohésion sociale (20 mai 2011); Orateur : Johannes Jütting (Organisation de coopération et de développement économiques, Chef de service, Réduction de la pauvreté et développement social).

65. L'Institut coparraine ou organise régulièrement des manifestations avec d'autres institutions des Nations Unies, les États membres et des partenaires de la société civile. Quelques exemples de ces manifestations sont présentés ci-dessous :

a) En novembre 2012, l'Institut et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont coparrainé un atelier à Genève afin d'examiner comment la recherche sur l'égalité des sexes devrait être traitée et coordonnée au sein du système des Nations Unies;

b) Des membres du personnel de l'Institut ont participé à une réunion convoquée par le Ministère du Plan du Brésil en novembre 2012 afin de rechercher les moyens de mettre en œuvre une approche globale et intégrée du développement qui lie le développement économique, la protection sociale et la distribution dans un cadre de défense des droits de l'homme;

c) En octobre 2011, l'Institut a coparrainé un forum de développement sur la société civile pour le G-20 à Paris, en collaboration avec Pax Romana, Caritas-France et la Fondation Rosa Luxembourg. Ce forum a publié une déclaration de la société civile, présentée au G-20 au sommet de Cannes, qui faisait de la protection sociale universelle et d'une politique de transformation sociale les éléments essentiels des stratégies de développement pour surmonter la crise actuelle;

d) En juin 2011, l'Institut a coparrainé un « Séminaire provocateur » au Parlement européen sur le thème « entreprises en faveur des pauvres, développement et habilitation des petits exploitants » avec l'Institut international pour l'environnement et le développement, Hivos et Vredeseleiden à Bruxelles;

e) Le personnel de l'Institut a participé au Forum social de 2012 du Conseil des droits de l'homme à Genève, et a pris la parole à une table ronde sur le renforcement du partenariat mondial pour le développement, et coparrainé une manifestation en marge de ce forum sur l'économie de la solidarité et d'autres formes de financement;

f) En octobre 2012, l'Institut et Forum-Asia ont co-organisé un débat de groupe d'experts intitulé « Le rôle de la sécurité sociale dans la réalisation des droits de l'homme », dans le cadre du Cinquième Forum régional asiatique des défenseurs des droits de l'homme à Bangkok, afin de faciliter le dialogue entre les spécialistes du développement et des droits de l'homme sur le rôle de la sécurité sociale dans la réalisation des droits de l'homme;

g) L'Institut a participé activement à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable; il a co-organisé six manifestations auxquelles il a participé, y compris une sur le thème « Vers une société verte? Participation au changement social » co-organisée avec la Friedrich-Ebert Stiftung au sommet des peuples, et une manifestation officielle parallèle avec l'UNESCO et le Conseil international des sciences sociales sur l'intégration des dimensions sociales de l'économie verte à l'élaboration de politiques.

C. Activités consultatives

66. Le nombre de demandes de services consultatifs est révélateur de l'impact des travaux de l'Institut et de sa réputation. Le personnel de l'Institut est régulièrement invité à dispenser conseils, à offrir des services consultatifs et à tenir des réunions d'information, à présenter des exposés et à organiser des séminaires pour les parties intéressées. Ces activités, qui s'ajoutent à son programme de travail ordinaire, lui permettent de renforcer sa collaboration, de diffuser les résultats de ses travaux de recherche, de partager ses connaissances avec les parties prenantes et de contribuer à une nouvelle réflexion et à un débat de politique générale sur les questions de développement.

67. En 2011 et 2012, le personnel de l'Institut a mené plus de 225 activités consultatives avec des représentants des Nations Unies, des États membres, des milieux universitaires et de la société civile.

68. Au sein des Nations Unies, le Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales joue un rôle important en tant que moyen de diffusion des résultats de la recherche de l'Institut et pour leur utilisation dans les processus intergouvernementaux. En tant que membre de l'Organisation, l'Institut participe aux réunions ordinaires et aux travaux d'équipes spéciales, et il enrichit les principaux documents de ses commentaires ou de ses contributions.

69. L'Institut était l'un des membres de l'équipe spéciale du système des Nations Unies sur le Programme de travail des Nations Unies après 2015 qui a publié « L'avenir que nous voulons pour tous ». Il a également participé activement au groupe de travail de l'équipe spéciale sur les problèmes émergents de l'inégalité (y compris de l'inégalité entre hommes et femmes) et contribué à la réalisation du document intitulé « Addressing Inequalities: The Heart of the Post-2015 Development Agenda and the Future We Want for All » (Faire face aux inégalités : le cœur du Programme de développement pour l'après-2015 et l'avenir que nous

voulons pour tous). Le Directeur de l'Institut est membre du Groupe consultatif pour la consultation mondiale sur la lutte contre les inégalités dans le Programme de développement pour l'après-2015.

70. Au cours de la période 2011-2012, le personnel de l'Institut a participé à 25 réunions de groupes d'experts d'autres départements et institutions des Nations Unies, y compris le Département des affaires économiques et sociales, la CEA, la CESAP, la CESA, l'OIT, le Conseil international des sciences sociales, le HCR, la CNUCED, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, ONU-Femmes et l'OMS.

IV. Questions institutionnelles

A. Gestion et personnel

71. Au 30 novembre 2012, un totale de 10 membres du personnel étaient affectés sous contrat à l'Institut à Genève, y compris le directeur et le sous-directeur, trois coordonnateurs de la recherche, trois spécialistes de la communication et de la diffusion et deux agents administratifs et d'appui.

72. Pendant la période couverte par le présent rapport, trois membres du personnel ont pris leur retraite et n'ont pas été remplacés. Le principal coordonnateur de la recherche pour le programme sur l'égalité des sexes, Shahra Razavi, s'est vu offrir le poste de Chef de la section de la recherche et des données à ONU-Femmes, à compter du 1^{er} juillet 2013. Dix chercheurs subalternes ont été affectés au programme de recherche au titre de contrats de consultant. Six consultants ont été employés aux communications et à la collecte de fonds pour l'exécution du plan de travail de l'Institut.

73. Pendant la période couverte par le présent rapport, l'Institut a reçu 32 boursiers et stagiaires venus de 20 pays – l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil, le Canada, l'Espagne, la Fédération de Russie, l'Irlande, l'Italie, le Kenya, la Norvège, les Pays-Bas, les Philippines, la République de Corée, la République populaire de Chine, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

B. Gouvernance et Conseil d'administration

74. Le Conseil d'administration s'est réuni à Genève les 4 et 5 avril 2011 et les 29 et 30 mars 2012.

75. En 2011, Lourdes Arizpe (Mexique) a terminé son mandat de Présidente du Conseil d'administration de l'Institut. Le Secrétaire général a approuvé la nomination de Maureen O'Neil (Canada) au poste de Présidente du Conseil d'administration pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} juillet 2011.

76. À sa réunion du 28 juillet 2011, le Conseil économique et social a confirmé la prorogation de deux ans des mandats des membres suivants du Conseil d'administration : Peter Evans (États-Unis), Rosalind Eyben (Royaume-Uni), Annika Sundén (Suède) et Zenebeworke Tadesse (Éthiopie). À cette même réunion, le Conseil économique et social a confirmé la nomination de deux nouveaux membres du Conseil d'administration pour un mandat de quatre ans à compter du

1^{er} juillet 2011 : Ping Huang (République populaire de Chine) et Patricia Schulz (Suisse).

C. Mobilisation de ressources

77. L'Institut ne reçoit pas de fonds du budget général des Nations Unies et est financé entièrement à l'aide de contributions volontaires des États Membres, de fondations pour la recherche, des institutions des Nations Unies et d'autres institutions.

78. Pendant la période couverte par le présent rapport, des accords de soutien institutionnel pluriannuels ont été signés avec deux gros donateurs. L'Agence suédoise de coopération internationale au développement a signé un accord institutionnel de financement de quatre ans (2011-2014), et le Département britannique du développement international (DFID, Royaume-Uni) a fourni un financement de deux ans (2011-2012). Des pourparlers sur un éventuel financement à venir sont en cours avec le DFID.

79. Des contributions aux ressources de base ont été également reçues de l'Afrique du Sud, du Danemark, de la Finlande (Ministère de la santé et des affaires sociales) et du Mexique.

Financement des ressources de base, 2011-2012

(En dollars des États-Unis)

	2011	2012 ^a
Danemark	230 645	200 451
Finlande	200 000	200 000
Mexique	2 500	0
Afrique du Sud	12 195	0
Suède	1 571 532	1 510 400
Royaume-Uni	937 500	601 266
Total	2 954 372	2 512 117

^a Estimations.

80. Un accord triennal avec l'Afrique du Sud est arrivé à expiration en 2011 et n'a pas été renouvelé. Le Mexique a cessé son financement en 2012. Dans le cadre d'une réorientation du financement de la recherche vers les pays du Sud, le Danemark mettra fin à son appui aux ressources de base de l'Institut à compter de 2013. Un nouveau financement est en pourparlers avec la Finlande.

81. Pendant la période couverte par le présent rapport, le financement de projets a augmenté considérablement (par rapport à son niveau de 121 433 dollars en 2009 et 2010), de même que le nombre de bailleurs de fonds de projets. En 2011, l'Institut a reçu 1 483 708 dollars pour le financement d'activités en 2011 et 2012, et des engagements d'un montant de 403 000 dollars ont été reçus pour des activités prévues en 2013-2014.

Financement de projets, 2011-2012

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	
Banque asiatique de développement	20 000
China Medical Board	319 814
Département du développement international, Royaume-Uni	62 835
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	20 240
Fondation Ford	98 505
Friedrich-Ebert Stiftung	57 004
Fundación Carolina	6 793
Hospital do Coração / Ministère de la santé, Brésil	130 282
Centre de recherche pour le développement international, Canada	22 040
Agence coréenne de coopération internationale, République de Corée	219 000
Ministère des affaires étrangères, Norvège	155 320
Agence suédoise de coopération internationale au développement, Suède	675 953
Total	1 787 786

82. Le revenu total de l'Institut (à l'exclusion des revenus divers) pour 2011-2012 est estimé à 2 816 195 dollars.

Revenu total, 2011-2012

(En dollars des États-Unis)

	2011	2012 ^a
Ressources de base	2 954 372	2 512 117
Projets	1 483 708	304 078
Total	4 438 080	2 816 195

^a Estimation.

83. Les conditions de mobilisation des ressources pour la recherche sont restées difficiles pendant la période couverte par le présent rapport. Nombre des donateurs traditionnels de ressources de base ont diminué ou cessé leur financement de l'institution, tandis que d'autres ont opté pour des contributions affectées. Cette diminution continue du financement de l'institution pose un problème constant pour le maintien des activités essentielles de l'Institut, dont beaucoup ne peuvent pas être totalement financées par les fonds affectés aux projets.

84. Pour accroître ses ressources, l'Institut a créé de nouveaux domaines de projet afin d'attirer plus de fonds vers son programme; il a noué des rapports avec de

nouveaux donateurs, en particulier avec des économies émergentes (telles que la République de Corée et le Brésil); et il a fait appel à des dons plus modestes à ses ressources de base auprès de certains États membres, y compris à des membres de la Commission du développement social.

D. Examen à mi-parcours

85. En octobre et novembre 2012, un examen à mi-parcours du programme de travail de l'Institut pour 2011-2014 a été effectué par un consultant indépendant, conformément aux conditions de financement de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. Cet examen a mis en lumière les résultats des efforts déployés par l'Institut pour maintenir la qualité et le niveau de sa recherche et de ses résultats, malgré un contexte financier difficile et un effectif réduit. Il a noté d'importants progrès dans la visibilité et l'impact du travail de l'Institut, grâce à ses activités de communications et de diffusion.

86. Cet examen a également fait ressortir la valeur de l'Institut en tant que lieu de recherche et de débat indépendant au sein du système des Nations Unies, qui utilise efficacement certains mécanismes pour faire profiter divers processus intergouvernementaux et le Secrétariat des résultats de ses travaux de recherche, pour alimenter d'importants débats sur le développement et pour servir de base à l'élaboration de politiques.

87. L'autonomie de l'Institut, qui dispose de son propre Conseil d'administration, composé d'universitaires et d'experts techniques indépendants, lui permet de jouer ce rôle.

E. Plan de changement

88. Depuis juillet 2012, l'Institut est engagé dans des pourparlers animés par l'Équipe du Secrétaire général chargée de la mise en œuvre du changement, qui vise à créer une entité unifiée « du savoir ». La fusion proposée porte sur des instituts de recherche indépendants, parmi lesquels l'Institut (ainsi que l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice), des instituts de formation (l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et l'École des cadres du système des Nations Unies) et des bibliothèques.

89. Les changements proposés, s'ils sont exécutés, auront de profonds effets sur la gouvernance future de l'Institut, avec des répercussions sur sa direction, ses activités et son financement.

V. Conclusions

90. Les contributions des travaux de recherche et activités de l'institut pendant les années 2011-2012 témoignent de l'importance que conserve un espace indépendant de recherche et de débat sur les problèmes du développement au sein du système des Nations Unies. Dans les périodes de crise économique, d'incertitude et d'austérité, les problèmes sociaux s'aggravent alors même qu'ils risquent de moins retenir l'attention ou d'attirer moins de ressources de la communauté internationale.

91. L'Institut continuera d'agir en étroite collaboration avec les États membres et les autres organisations internationales afin d'assurer la poursuite de ses excellents travaux de recherche pertinents sur les politiques, qui peuvent façonner le débat, permettre d'identifier des options et étayer l'action des décideurs et des praticiens face aux problèmes actuels du développement.

Annexe

Publications 2011-2012

Livres et volumes édités

Amosa, Desmond. 2012. *Social Policies in Samoa*, Social Policies in Small States Series, No. 6. Commonwealth Secretariat/l'Institut, Londres.

Azzopardi, Rose Marie. 2011. *Social Policies in Malta*. Social Policies in Small States Series, No. 3. L'Institut/Secrétariat du Commonwealth, Londres.

Bertram, Geoff. 2011. *Assessing the Structure of Small Welfare States*. Social Policies in Small States Series, No. 4. L'Institut/Secrétariat du Commonwealth, Londres.

Campling, Liam, Hansel Confiance and Marie-Therese Purvis. 2011. *Social Policies in Seychelles*. Social Policies in Small States Series, No. 5. l'Institut/Secrétariat du Commonwealth, Londres.

Gomez, Edmund Terence and Suzana Sawyer (eds.). 2012. *The Politics of Resource Extraction: Indigenous Peoples, Multinational Corporations and the State*. L'Institut/Palgrave, Basingstoke.

Hujo, Katja (ed.). 2012. *Mineral Rents and the Financing of Social Policy: Opportunities and Challenges*. L'Institut/Palgrave, Basingstoke.

Khoo Boo Teik. 2012. *Policy Regimes and the Political Economy of Poverty Reduction in Malaysia*. L'Institut/Palgrave, Basingstoke.

Martínez Franzoni, Juliana and Koen Voorend. 2012. *Veinticinco años de cuidados en Nicaragua*. L'Institut/UNDP/CIEP, San José.

Nagaraj, R. (ed.). 2012. *Growth, Inequality and Social Development in India. Is Inclusive Growth Possible?*, Developmental Pathways to Poverty Reduction series. L'Institut/Palgrave, Basingstoke.

Prasad, Biman Chand and Paul Kausimae. 2012. *Social Policies in Solomon Islands and Vanuatu*, Social Policies in Small States Series, No. 7. Commonwealth Secretariat/l'Institut, Londres.

Razavi, Shahra (ed.). 2012. *Seen, Heard and Counted: Rethinking Care from a Development Perspective*. Wiley Blackwell, Londres.

Razavi, Shahra and Jacqueline Heinen (eds.). 2012. *Religion et Politique: Les Femmes Prises au Piège*. Cahiers du Genre, Edition l'Harmattan, Paris.

Razavi, Shahra and Silke Staab (eds.). 2012. *Global Variations in the Political and Social Economy of Care: Worlds Apart*. L'Institut/Routledge, Londres.

Selolwane, Onalenna. 2012. *Poverty Reduction and Changing Policy Regimes in Botswana*. L'Institut/Palgrave, Basingstoke.

Tadem, Teresa S. Encarnación (ed.). 2011. *Global Civil Society Movements in the Philippines*. Anvil, Manila.

Utting, Peter, Mario Pianta and Annkathrin Ellersiek (eds.). 2012. *Global Justice Activism and Policy Reform in Europe: Understanding When Change Happens*. L'Institut/Routledge, Londres.

Utting, Peter, Darryl Reed and Ananya Mukherjee-Reed (eds.). 2012. *Business Regulation and Non-State Actors: Whose Standards? Whose Development?* L'Institut/Routledge, Londres.

Utting, Peter, Shahra Razavi and Rebecca Buchholz (eds.). 2012. *The Global Crisis and Transformative Social Change*. L'Institut/Palgrave, Basingstoke.

Journals: special Issues

Gaia, Elena, Katja Hujo, Sven Hessle and Neil Gilbert (eds.). 2011. *International Journal of Social Welfare, Special Issue: Social Policy and Poverty*, Vol. 20, No. 3.

Hujo, Katja, Elena Gaia and Fran Bennett (eds.). 2011. *Journal of Poverty and Social Justice, Themed section on Conditionality in Anti-Poverty Programmes*, Vol. 19, No. 1.

Razavi (ed.), Shahra. 2011. *Development and Change, Special Issue: Seen, Heard and Counted: Rethinking Care in a Development Context*, Vol. 42, No. 4. [*Publié par la suite par Wiley Blackwell comme livre en 2012.]

Rodgers, Dennis (ed.). 2011. *The European Journal of Development Research, Special Debate Section: The Politics of Poverty and Inequality*, Vol. 23, No. 4.

Smith, Kiah, Sarah Cook and Wendy Harcourt. 2012. *Development, Special Issue: Greening the Economy*, Vol. 55, No. 1, Mars.

Dossiers

Religion, Politics and Gender Equality, Research and Policy Brief. Mai 2011.

Religion, politique et égalité des sexes, Synthèses de l'Institut sur les recherches et politiques. Août 2011.

Religión, política e igualdad de género, Síntesis de investigación y política del the Instituto. Août 2011.

Social Dimensions of Green Economy, Research and Policy Brief. May 2012. (Existe également en français et en espagnol).

Gendered Impacts of Globalization: Employment and Social Protection, Research and Policy Brief. July 2012. (Existe également en français et en espagnol).

Politics of Domestic Resource Mobilization, Project Brief. Juillet 2012.

Economic and Social Development in the Republic of Korea: Processes, Institutions and Actors, Research and Policy Brief, October 2012. (Existe également en français et en espagnol).

Inequalities and the Post-2015 Development Agenda, Research and Policy Brief, October 2012. (Existe également en français et en espagnol).

Potential and Limits of Social and Solidarity Economy, Project Brief, octobre 2012.

Potencial y límites de la Economía Social y Solidaria, Síntesis de proyecto, novembre 2012.

La política de la movilización de recursos internos para el desarrollo social, Síntesis de proyecto, noviembre 2012.

Potential et limites d'une économie sociale et solidaire, Synthèse de projet, novembre 2012.

Mineral Rents and Social Policies: Lessons from Chile, Research and Policy Brief, décembre 2012.

Social Policy and Employment: Rebuilding the Connections, Research and Policy Brief, décembre 2012.

Études

Arza, Camilla. 2012. *Pension Reforms and Gender Equality in Latin America*.

Baldacchino, Godfrey. 2011. *The Power of Jurisdiction in Promoting Social Policies in Smaller States*. e-paper.

Banerjee, Payal and Atul Sood. 2012. *The Political Economy of Green Growth in India*.

Bastos Lima, Mairon G. 2012. *An Institutional Analysis of Biofuel Policies and their Social Implications Lessons from Brazil, India and Indonesia*.

Braunstein, Elissa. 2012. *Neoliberal Development Macroeconomics: A Consideration of its Gendered Employment Effects*.

Bumpus, Adam. 2011. *Realizing Local Development in the Carbon Commodity Chain: Political Economy, Value and Connecting Carbon Commodities at Multiple Scales*.

Cook, Sarah and Shahra Razavi. 2012. *Work and Welfare: Revisiting the Linkages from a Gender Perspective*.

Cook, Sarah, Kiah Smith and Peter Utting. 2012. *Green Economy or Green Society? Contestation and Policies for a Fair Transition*.

Fukuda-Parr, Sakiko. 2012. *Recapturing the Narrative of International Development*.

Gough, Ian. 2011. *Climate Change, Double Injustice and Social Policy: A Case Study of the United Kingdom*.

Heintz, James and Francie Lund. 2012. *Welfare Regimes and Social Policy: A Review of the Role of Labour and Employment*.

Hezri, Adnan A. and Rospidah Ghazali. 2011. *A Fair Green Economy? Studies of Agriculture, Energy and Waste Initiatives in Malaysia*.

Hiraldo, Rocío and Thomas Tanner. 2011. *The Global Political Economy of REDD+: Engaging Social Dimensions in the Emerging Green Economy*.

Musyoki, Agnes. 2012. *The Emerging Policy for Green Economy and Social Development in Limpopo, South Africa*.

Razavi, Shahra, Camila Arza, Elissa Braunstein, Sarah Cook and Kristine Goulding. 2012. *Gendered Impacts of Globalization: Employment and Social Protection*.

Rival, Laura. 2012. *Sustainable Development through Policy Integration in Latin America: A Comparative Approach*.

Winer, Michael, Helen Murphy and Harold Ludwick. 2012. *Payment for Ecosystem Services Markets on Aboriginal Land in Cape York Peninsula: Potential and Constraints*.

Rapports

L'Institut. 2011. *Combatir la pobreza y la desigualdad: Cambio estructural, política social y condiciones políticas* (Sinopsis).

L'Institut. 2011. *Combattre la pauvreté et l'inégalité: Changement structurel, politique sociale et conditions politiques* (Vue d'ensemble).

Bulletins

Conference News: Green Economy and Sustainable Development: Bringing Back the Social Dimension. Mars 2012.

From Green Economy to Green Society: Bringing the Social to The UN Conference on Sustainable Development. Magazine for The UN Conference on Sustainable Development. Mai 2012.

L'Institut eBulletins, Nos. 3-12, accessible sur www.l'institut.org.
